



IdeAs
Idées d'Amérique

8 | Automne 2016 / Hiver 2017
Ressources minières dans les Amériques : Mutations d'un continent

Ressources minières, « extractivisme » et développement en Amérique latine : perspectives critiques

Franck Gaudichaud



Éditeur
Institut des Amériques

Édition électronique

URL : <http://ideas.revues.org/1684>
DOI : 10.4000/ideas.1684
ISSN : 1950-5701

Référence électronique

Franck Gaudichaud, « Ressources minières, « extractivisme » et développement en Amérique latine : perspectives critiques », *IdeAs* [En ligne], 8 | Automne 2016 / Hiver 2017, mis en ligne le 16 décembre 2016, consulté le 06 avril 2017. URL : <http://ideas.revues.org/1684> ; DOI : 10.4000/ideas.1684

Ce document a été généré automatiquement le 6 avril 2017.



IdeAs – Idées d'Amérique est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Ressources minières, « extractivisme » et développement en Amérique latine : perspectives critiques

Franck Gaudichaud

- 1 Les ressources minières - et plus généralement les ressources issues de la nature - sont au cœur de l'incorporation violente de la région latino-américaine au système-monde : les historiens nous rappellent à quel point la recherche de « El Dorado » constitue un facteur décisif de la conquête (fin XV^{ème} - XVI^{ème} siècles), puis de la consolidation du processus colonial jusqu'au XIX^{ème} siècle et, plus largement, de la dépendance des économies latino-américaines envers les exportations de minerais sur le marché global jusqu'à nos jours. La soif d'or et d'argent des colonisateurs espagnols - et européens - est essentielle au moment d'expliquer la dimension du pillage des matières premières qu'a représenté la colonisation des Amériques, mais aussi le système de domination socio-politique qui l'a accompagné, signifiant par là même un véritable génocide de nombreuses communautés indigènes, et une expérience de grande ampleur de destruction socio-culturelle pour l'ensemble des territoires des « Indes occidentales »¹. De nombreux travaux existent désormais sur cette phase d'accumulation primitive (mines, conquête de terres, travail forcé, etc.) au bénéfice des économies européennes, mais également sur les profonds déséquilibres que cela a signifié pour la construction des jeunes républiques indépendantes. Sans aucun doute, la structure sociale, économique et politique de l'Amérique latine reste encore marquée par cette expérience fondatrice (ainsi qu'ont pu le montrer, parmi d'autres, les études du grand économiste brésilien Celso Furtado). Mais au-delà des continuums historiques, et alors que le sous-continent a connu plusieurs cycles de « boom » des exportations minières suivis de crises successives, qu'en est-il aujourd'hui ? Au début des années 2000, l'exploration des ressources naturelles en Amérique latine représentait plus de 22% des investissements des entreprises de ce secteur dans le monde. Du Rio Bravo à la Patagonie, la diversité et l'ampleur des richesses

naturelles, qu'elles soient minières, énergétiques, aquifères ou relatives à la biodiversité, sont immenses et aiguissent de nombreuses convoitises. A plus de deux siècles des indépendances, la problématique des produits miniers, leur utilisation par les États en faveur de politiques de développement et leur exploitation par d'importantes entreprises multinationales est au centre de grands débats quant à leur impact réel sur les économies locales, mais aussi en ce qui concerne le respect du droit international des communautés indigènes, de l'environnement et des souverainetés nationales.

- 2 La recherche et les universitaires latino-américains ne sont pas restés en marge de telles discussions qui ont ainsi lieu au sein de l'espace public et politique, en même temps qu'elles se déroulent dans le champ académique et scientifique, avec de nombreux allers-retours entre ces deux espaces. C'est d'ailleurs ce que vient rappeler la trajectoire de l'Équatorien Alberto Acosta, économiste reconnu de la FLACSO à Quito, ex-président de l'Assemblée constituante de 2007-2008 et aujourd'hui figure de proue de l'opposition (de gauche et écologiste) au président Rafael Correa. Certains intellectuels ont ainsi particulièrement mobilisé leur capital symbolique et culturel pour dénoncer et discuter – travaux à l'appui – les logiques et conséquences de « l'extractivisme », néologisme précisément né en Amérique latine et qui désigne, si l'on en suit la définition la plus connue proposée par l'Uruguayen Eduardo Gudynas, une forme particulière d'extraction de ressources minières et naturelles, marquée par une forte intensité d'extraction (en volume), des richesses majoritairement destinées à l'exportation et peu (ou pas) transformées au moment d'être exportées². Gudynas s'intéresse ici particulièrement aux activités minières, mais y inclut aussi l'exploitation pétrolière, les monocultures d'exportation, la pêche intensive, soit une visée très large d'exploitation industrielle de la nature liée à la globalisation économique³. Pour ces auteurs, il s'agit bien de s'engager contre ce qu'ils considèrent un « néocolonialisme » aux conséquences graves pour l'environnement et la démocratie ; et, en retour, leur objectif affiché est de participer à la co-construction d'une réflexion alternative sur les « droits de la nature » tels que discutés et institutionnalisés (via des Assemblées constituantes) en Bolivie et en Équateur au moyen de nouvelles politiques publiques environnementales et d'une « éthique biocentrique »⁴.
- 3 Bien entendu, de telles approches ne font pas consensus au sein de la communauté des chercheurs, du fait de leur engagement clairement militant, bien qu'indéniablement basées sur un travail de terrain et des données tout à fait solides. D'ailleurs, les publications critiques sur l'extractivisme ont désormais gagné du terrain dans l'ensemble du champ universitaire non seulement en Amérique latine, mais aussi en France⁵ (et dans le monde anglo-saxon⁶). C'est ce que viennent rappeler les publications que nous présentons ici, tout en soulignant qu'il ne s'agit là que de trois exemples d'une littérature abondante depuis quelques années, en particulier autour de la riche discussion existante sur le thème de la relation entre les gouvernements « progressistes » ou nationaux-populaires de la dernière décennie et la rente que représente l'extraction minière ou énergétique (pétrole, gaz) au moment de tenter de mener des politiques sociales redistributives.
- 4 Le premier ouvrage que nous présentons est issu d'un travail collectif coordonné par des universitaires de l'Université Autonome de Zacatecas et particulièrement de « l'Unité académique des Etudes du développement » de cette université qui publie depuis 2014 la revue *Estudios críticos del desarrollo*. Le second texte est un article rédigé pour l'importante revue *Ecuador Debate* par deux sociologues argentines et portant sur le modèle

d'extraction minière dans leur pays, écrit. Enfin, nous présentons la thèse de doctorat d'une collègue juriste publiée récemment par l'Harmattan et qui aborde la question extractiviste à l'aune des droits des peuples autochtones, un éclairage en français qui nous semble intéressant.

5 **Rodolfo García Zamora (Dir.), *Megaminería, extractivismo y desarrollo económico en América Latina en el siglo XXI*, Maporrua - Universidad Autónoma de Zacatecas, Zacatecas, 2015.**

6 Dans son introduction, l'économiste mexicain Rodolfo García Zamora souligne qu'au cours des vingt dernières années, l'Amérique latine a connu une augmentation notable de la part de l'extraction des ressources naturelles dans son PIB alors que de grands pays semi-industrialisés comme le Brésil ont connu un processus de *reprimarisation* de leurs économies⁷. Il rappelle qu'en lien avec les mobilisations collectives de communautés indigènes, de citoyens ou de collectifs écologistes, de nombreux chercheurs ont également commencé à envisager des modèles de développement « post-extractivistes » et y compris à parler de « post-développement », en lien avec le concept phare du « bien vivre » (Sumak Kawsay) défendu par certains peuples indigènes. L'économiste met néanmoins dos à dos, un peu rapidement il nous semble, ceux qu'il désigne comme les adeptes du « pachamamisme » qui souhaiteraient « conserver » la nature coûte que coûte et ceux défendant une exploitation minière à tout crin au nom de la croissance : García Zamora invoque de son côté une sorte de position médiane, soit une extraction contrôlée et « régulée » par l'État, dont la rente permettrait de « réduire les asymétries économiques et sociales existantes », en se basant sur les exemples de la Bolivie, du Venezuela et de l'Équateur des dernières années. A l'heure de la chute brutale du prix des minerais et des matières premières et au moment où ces gouvernements progressistes sont en crise, ce bilan est pour le moins optimiste, constat largement confirmé par les deux premiers articles de cet opus (articles suivis de plusieurs études approfondies notamment sur la situation au Mexique). En effet, la première de ces deux études s'intéresse aux gouvernements andins (Pérou, Bolivie, Équateur) et aux dimensions du « post-néolibéralisme » qu'ils revendiquent. Si le cas du Pérou de Ollanta Humala est clairement éloigné d'un tel appareil idéologique ou politique puisqu'il a démontré être au contraire adepte d'une politique pro-extraction minière très forte (au prix de nombreux affrontements avec les communautés, dont celles de la région de Cajamarca), les auteurs soulignent que le bilan d'Evo Morales et de Rafeal Correa est également ambigu. Ainsi, en Équateur, malgré le fait d'avoir inclus dans la nouvelle constitution la reconnaissance des « droits de la nature », la frontière extractive pétrolière et minière s'est déplacée et amplifiée vers des zones à haute densité en biodiversité. Même chose en Bolivie sous l'impulsion de la demande chinoise et, entre autres, suite à la découverte d'importants gisements de lithium dans le salar de Uyuni. Durant la période où les cours mondiaux étaient élevés, cette rente a effectivement permis une très nette amélioration des conditions sociales des populations les plus pauvres, des infrastructures et des services publics, dans des pays où l'urgence sociale est considérable. Cependant, l'objectif annoncé de la mise en place progressive d'une « matrice » alternative de développement (« soutenable », diversifiée et inclusive) apparaît aujourd'hui comme hors de portée, voire agitée à des fins électorales sans contenu solide. La nouvelle régulation étatique sur l'extraction minière et pétrolière, la négociation de nombreux contrats avec des entreprises étrangères porteuses de technologies avancées et l'investissement dans l'éducation n'auraient de ce fait pas signifié un dépassement réel du modèle économique

rentier, inégalitaire et dépendant « historique ». L'héritage, certes, pèse lourd et est ancré depuis plusieurs siècles : « pour des pays avec une longue histoire d'extraction minière et d'hydrocarbures, tels que la Bolivie et le Pérou, abandonner complètement les activités extractives est irréaliste ». Selon ces auteurs, il s'agirait plutôt de donner davantage de prérogatives à l'État, de commencer un processus audacieux de diversification économique et industrielle, d'interdire les pratiques extractives les plus polluantes ou dans des écosystèmes fragiles et de créer des politiques publiques garantissant la participation et le respect des droits des communautés, territoires et individus concernés par de telles activités.

7 **Maristella Svampa y Marian Sola Álvarez, “Modelo minero, resistencias sociales y estilos de desarrollo: los marcos de la discusión en la Argentina”, *Ecuador Debate. Conflictos del extractivismo*, Quito, CAAP, no. 79, abril 2010, pp. 105-126.**

8 Il était intéressant de se plonger à nouveau sur ce texte de l'année 2010, car il comporte plusieurs concepts et analyses qui seront par la suite largement développés par Maristella Svampa, seule ou en tant que co-auteure : la sociologue argentine et Professeure à l'Université Nationale de La Plata est connue internationalement pour avoir proposé le concept de « Consensus des *commodities* », un « nouvel ordre économique et politico-idéologique » censé se substituer à celui du « Consensus de Washington », et désormais basé sur l'exportation de matières premières à grande échelle, sous contrôle de quelques grands groupes nationaux et surtout multinationaux⁸. On retrouve dans cet article les axes de recherche de Svampa sur les questions du « maldéveloppement » lié à l'activité minière, considérée comme l'une des « figures extrêmes » de l'extractivisme en Argentine⁹. D'autre part, l'analyse insiste aussi sur la question des formes de résistances sociales que génère cette activité au sein de certaines communautés affectées. La sociologue Marian Sola Álvarez (qui cosigne l'article) a précisément travaillé sur cette question des liens entre « megaminería » et conflits sociaux-environnementaux, par exemple dans la vallée de Famatina, province de La Rioja, en décryptant le rôle des gouvernements provinciaux dans ces contextes conflictuels. L'article qui nous intéresse ici souligne tout d'abord que l'Argentine fait partie des pays sud-américains à avoir intégré tardivement les activités minières à ciel ouvert et à grande échelle, à la différence de nations telles que le Mexique, le Pérou ou la Bolivie, pour devenir aujourd'hui le 6ème pays au monde en termes de potentiel d'exploitation minière (essentiellement de métaux tels que or, argent, cuivre et métaux dits « stratégiques »). L'un des points forts de cette recherche est précisément qu'elle propose une perspective comparatiste à l'échelle sous continentale, sans pour autant perdre de vue l'ancrage local : ici, la localité de Andalgalá, dans le nord-est argentin où le gouvernement provincial de Catamarca, après avoir accepté la mise en concession de larges territoires pour l'extraction de cuivre, or et molybdène par une entreprise canadienne, a dû affronter le rejet de nombreux voisins au nom de la défense de l'eau et de l'environnement. Ceci malgré les promesses de travail offertes par l'entreprise dans une des provinces les plus pauvres et inégalitaires du pays. Se forge alors un réseau complexe d'influences entre élites politiques locales, État central et entreprises minières transnationales (dans ce contexte précis *Yamana Gold*). La résistance citoyenne face à ce projet se développe suivant plusieurs répertoires d'action, dont des affrontements de rue et barricades face à la répression policière, en passant par de nombreuses assemblées de quartiers, jusqu'à l'organisation de la collecte de milliers de signatures présentées devant les tribunaux au nom du principe de « protection environnementale ». Tout en questionnant le discours entrepreneurial sur l'activité

minière « socialement responsable », les sociologues élargissent la focale et décrivent un « tournant eco-territorial » des mouvements sociaux sud-américains qui suivraient le rythme d'implantation des projets « mega-extractivistes ». Ces mouvements sociaux se fondent, la plupart du temps, autour d'assemblées de base et tendent désormais à s'articuler sur le plan national et international, avec par exemple le « Réseau des communautés affectées par la mine » (Red Cama). Ces expériences « d'écologie populaire » (pour reprendre la catégorie proposée par Martínez Alier) prennent sens grâce à une mise en valeur de la « territorialité », ainsi que par une revendication d'une nouvelle « matrice communautaire - indigène », qui va bien au-delà des espaces ruraux, construisant ainsi des symboles et un discours revendiquant les « biens communs » et le « bien vivre », notions opposées au « développementisme » minier des gouvernements progressistes.

- 9 **Delphine Couveinhes-Matsumoto, *Les droits des peuples autochtones et l'exploitation des ressources naturelles en Amérique latine*, Paris, L'Harmattan, Coll. Logiques juridiques, 2016.**
- 10 Cet épais ouvrage de plus de 600 pages, issu d'un doctorat en droit public international présenté à l'Université Paris 1 (Panthéon-Sorbonne) en 2012, fait également le constat d'une nette augmentation des conflits sociaux quant à l'exploitation des ressources naturelles (parmi lesquelles les minerais) : « En dépit des obligations internationales qui incombent aux États en la matière, particulièrement au regard de la Convention N°169 de l'OIT, les entreprises se voient accorder sans trop de difficulté des concessions pétrolières et minières sur les terres indigènes. Bien souvent, cette décision d'octroi est prise sans l'accord, et même sans la consultation des peuples autochtones les plus directement concernés. C'est pourquoi, à côté d'une exploitation des terres peu respectueuse des peuples autochtones et de leurs ressources, l'absence de consultation et de participation des communautés constitue en elle-même une source de conflit ». Le fil rouge de cette thèse est avant tout de questionner les instruments juridiques existants que peuvent invoquer les peuples indigènes en cas d'atteinte à leurs droits lors de tensions ou d'affrontements avec des entreprises minières ou pétrolières, mais aussi d'enquêter si de telles juridictions parviennent à assurer concrètement la protection des dites populations. Delphine Couveinhes-Matsumoto revient longuement sur les différents systèmes nationaux et internationaux applicables dans ces cas précis. Elle rappelle à juste titre qu'il s'agit d'un enjeu historique et ancien, lié à l'attachement des peuples autochtones à leurs terres ancestrales, et pas seulement pour une question d'accès aux ressources, mais aussi – surtout – en raison d'une relation collective, spirituelle et civilisationnelle à celles-ci. La référence à la terre est ainsi reconnue et omniprésente dans les instruments juridiques internationaux, dont la Déclaration des Nations Unies sur les peuples autochtones (adoptée en 2006) et la Convention 169 de l'Organisation internationale du travail (OIT), ratifiée en 1991. L'intérêt de cette focale juridique est précisément de décortiquer l'état du droit dans ce champ, tout comme les nombreuses difficultés au moment de son application ou encore de son interprétation. Ainsi l'insaisissabilité et l'inaliénabilité des terres indigènes tout comme l'imprescriptibilité des droits collectifs qui y sont liés entrent souvent en conflit direct avec la revendication de souveraineté de l'État sur les ressources du territoire national : est-il possible « que la souveraineté de l'État soit limitée par une certaine forme de souveraineté des peuples autochtones, qui serait issue de leur possession de la terre antérieure à la formation de l'État » ? Une communauté indigène et l'État peuvent-ils revendiquer de manière *concomitante* des droits similaires

sur un même territoire donné quant au choix d'exploiter ou non les ressources qu'il enserme ? Une question clef, hautement politique, qui est au cœur de nombreux affrontements entre communautés, gouvernements nationaux et entreprises minières, ceci alors que les États sont censés garantir la protection des peuples autochtones, particulièrement leurs droits à la consultation préalable et à se doter de formes institutionnelles, sociales, économiques autonomes. Cet ensemble de protections est, en principe, désormais reconnu y compris par le système interaméricain ou par des juges nationaux (cas analysés dans la deuxième partie du livre). Le rapport tendu et contradictoire entre exploitation minière menée au nom du « développement », préservation nécessaire de la biodiversité face à la crise climatique globale et respect des droits des peuples indigènes est ainsi dévoilé. Un exemple récent de tentative originale de réponse à cette problématique complexe a été celui du projet « Yasuní-ITT » en Équateur, qualifié de proposition « innovatrice et audacieuse » par l'auteur. La proposition de Rafael Correa d'abandonner les projets d'exploitation pétrolière (et de minerais) d'une vaste zone de forêt du pays à très forte biodiversité et où vivent des populations indigènes, en échange d'une compensation internationale (partielle) a soulevé un intérêt mondial. Néanmoins, les difficultés au moment de sa mise en œuvre et son abandon ultérieur par le président Correa ont suscité un fort désenchantement bien au-delà des rangs écologistes...¹⁰ Dans sa conclusion, Couveinhas-Matsumoto met en lumière qu'un pas important vers le respect des droits indigènes et leur autodétermination serait tout d'abord que toute concession minière ou pétrolière soit consacrée juridiquement par « le principe de consentement libre, préalable et informé ». D'autre part, il reste urgent de combattre les diverses formes « de collusion ou de complicité des États et des entreprises étrangères exploitant les ressources naturelles, dans la violation des droits autochtones ».

NOTES

1. Serge Gruzinski, *La colonisation de l'imaginaire. Sociétés indigènes et occidentalisation dans le Mexique espagnol (XVIe-XVIIIe siècle)*, Paris, Gallimard, 1988.
2. Eduardo Gudynas, "Extracciones, extractivismos y extrahecciones: un marco conceptual sobre la apropiación de recursos naturales", Observatorio del desarrollo, N°18, Montevideo, www.extractivismo.com/documentos/GudynasApropiacionExtractivismoExtrahec (consulté le 24-09-2016).
3. Cette définition peut d'ailleurs être critiquée, y compris par des « chercheurs-activistes » telles que la journaliste d'investigation Ana Bednik dont la publication récente constitue l'un des ouvrages en français les plus complets et les plus fouillés à ce sujet : Ana Bednik, *Extractivisme. Exploitation industrielle de la nature : logiques, conséquences, résistances*, Paris, Le passager clandestin, 2016.
4. Voir Alberto Acosta, "El Buen Vivir, una oportunidad por construir", *Ecuador Debate*, Quito, 75, 2008, pp. 33-47 et Eduardo Gudynas, *Derechos de la naturaleza. Ética biocéntrica y políticas ambientales*, Buenos Aires, Argentina, Editorial Tinta Limón, 2015.
5. Voir Miriam Lang et Dunia Mokrani (dir.), *Au-delà du développement », critiques et alternatives latino-américaines*, Paris, Ed. Amsterdam, 2014.

6. Voir Kalowatie Deonandan and Michael L. Dougherty (Éds.), *Mining in Latin America : critical approaches to the new extraction*, London, Routledge, 2016.
 7. Phénomène confirmé et détaillé par : Pierre Salama, *Les économies émergentes latino-américaines. Entre cigales et fourmis*, Paris, Coll. U, Armand Colin, 2012.
 8. Cf. Maristella Svampa, “Consenso de los ‘Commodities’ y lenguajes de valoración en América Latina”, *Nueva Sociedad*, 244, marzo - abril 2013, <http://nuso.org/articulo/consenso-de-los-commodities-y-lenguajes-de-valoracion-en-america-latina/?page=5> (consulté le 22/09/2016).
 9. Voir également : Maristella Svampa y Enrique Viale, “El modelo minero como figura extrema del extractivismo” in *Maldesarrollo, La Argentina del extractivismo y el despojo*, Buenos Aires, Katz editores, 2014.
 10. Sur cette question, on consultera en français : Matthieu Le Quang, « La trajectoire politique de l’initiative Yasuní-ITT en Équateur », *Cahiers d’histoire. Revue d’histoire critique*, 130, 2016, <http://chrhc.revues.org/4998> (consulté le 27 septembre 2016).
-

AUTEUR

FRANCK GAUDICHAUD

Franck Gaudichaud est maître de conférences en histoire et civilisation de l’Amérique Latine à l’Université Grenoble Alpes et membre de l’ILCEA4 (EA 7356). franck.gaudichaud@univ-grenoble-alpes.fr